

La grève du mercredi 18 novembre est maintenue

Programme :

Grève le matin de 8h00 à 12h30

11h00 : rassemblement aux Bastions devant le mur des réformateurs

11h30 : Prises de parole des différents secteurs

12h00 : Assemblée du personnel en pleine air – Vote d'une résolution sur la suite de la mobilisation

12h30 : Fin de la manifestation

Venez masqué.es !

La lutte a payé, mais la bataille n'est pas terminée !

Le SSP se réjouit de la décision du CE d'abandonner son projet de baisse des salaires de 1%, cette décision n'est que le résultat de l'ampleur de la mobilisation et du mécontentement des personnels du service public. Le recul du CE indique clairement la direction à suivre. La mobilisation doit s'intensifier jusqu'au retrait des toutes les mesures !

Cependant, les autres mesures d'austérité prévues dans le plan financier quadriennal (PFQ 2021-2024) restent d'actualité : le PL 12780 qui vise à suspendre l'octroi de l'annuité due au personnel pour 2021, la non-indexation des salaires pendant 4 ans ainsi que la hausse de la part salariale des cotisations à la CPEG. **En l'état les baisses salariales pour le personnel restent considérables : 5-8% sur 4 ans !**

En outre, les postes prévus dans le projet de budget 2021 pour pouvoir assurer les prestations publiques à la population risquent de ne pas être votés par le Grand Conseil.

Le Conseil d'Etat rompt les négociations! Poursuivons la mobilisation !

Le Conseil d'Etat exige maintenant la suspension du préavis de grève de mercredi 18 novembre il semble oublier que la décision quant au maintien ou non de la demi-journée de grève est du seul ressort du personnel. Le Conseil d'Etat, totalement désavoué sur son projet de -1 % d'économie, n'a pas à imposer une nouvelle exigence de dernière minute en échange des négociations. Il s'agit d'un chantage pur et simple. Il est donc responsable de la rupture des négociations. Qu'il en réponde donc devant la population et le personnel. Prétextant de la gravité -réelle et probablement sous-estimée- de la crise, c'est à celles et ceux qui assurent les prestations fondamentales à la population, que le Conseil d'Etat veut s'en prendre. Or, ainsi que l'exige la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), la contribution financière pour faire face aux besoins

croissants de la population passe immédiatement par la suspension des niches fiscales qui protègent les nantis, notamment le "bouclier fiscal", et l'application cantonale de la RFFA qui prive les finances publiques de centaines de millions.

Renforçons les services publics pour sortir de la crise !

Le SSP rappelle qu'il n'a jamais été, et ne sera jamais favorable, à ce que l'annuité serve de cliquet d'ajustement en cas de budget déficitaire. Si le Conseil d'Etat exige un tel sacrifice, au mépris du contrat de travail qui le lie à son personnel, le SSP attend dès lors le triplement des postes prévues au budget 2021. Un minimum, sachant que même Mauro Poggia lui-même, le répète depuis 2015 -soit avant la pandémie actuelle- en prétendant **qu'il faudrait créer plusieurs centaines de postes par an, dans les hôpitaux, à l'IMAD, dans les EMS, pour faire face aux besoins liés au vieillissement de la population!**

Le SSP reste donc mobilisé. Non seulement au sujet des annuités et des postes plus que jamais nécessaires face à la catastrophe sanitaire et sociale qui s'annonce, mais également concernant le projet de loi qu'entend déposer le CE sur la nouvelle répartition des cotisations employé-e-s/employeurs-euses. Cette nouvelle attaque sur nos retraites sera certainement la mère de toutes les batailles pour l'année 2021. Le SSP y engagera toutes ses forces et ses moyens.

Le SSP demande, une nouvelle fois, que le CE prenne des mesures urgentes pour une sortie de crise par le haut. Non seulement pour financer les postes nécessaires dans le social et la santé, deux secteurs qui seront sollicités plus que jamais ces prochaines années, mais aussi dans l'enseignement, la sécurité, l'administration. Un effort de « solidarité » de la part des entreprises qui obtiennent des aides de l'Etat et licencient et de toutes celles qui distribuent leurs gains aux actionnaires doit être demandé rapidement. Il s'agit aussi de venir en aide aux salarié-es du secteur privé et aux petit-es indépendant-es durement éprouvé-es par la situation actuelle et les conséquences d'une crise économique qui s'annonce catastrophique.

Mais pour qu'un budget de crise au service de la grande majorité de la population soit voté par le Grand Conseil les 3 et 4 décembre prochain, **la mobilisation la plus massive est indispensable lors de la grève du 18 novembre pour construire un rapport de force en faveur du personnel des services publics**

Se syndiquer ? C'est essentiel !

Rejoignez le SSP !

La force d'un syndicat, c'est ses membres. Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus nous serons fort.e.s !

Pour devenir membre du SSP :

<https://geneve.ssp-vpod.ch/nous-rejoindre/adhesion/>